

## Recherches sociographiques



Edmond de NEVERS, *L'avenir du peuple canadien-français*

Jean-Paul Montminy

Volume 6, numéro 2, 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055268ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055268ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Montminy, J.-P. (1965). Compte rendu de [Edmond de NEVERS, *L'avenir du peuple canadien-français*]. *Recherches sociographiques*, 6 (2), 199–200.  
<https://doi.org/10.7202/055268ar>

Edmond de NEVERS, *L'avenir du peuple canadien-français*, Montréal, Fides, 1964, 333 p.

Dirigée par le professeur Luc Lacourcière, la « Collection du Nénuphar » présente au public une autre œuvre importante : *L'avenir du peuple canadien-français* d'Edmond de Nevers.

Cet ouvrage, écrit en 1896, alors que notre compatriote vivait à Paris, est d'un vif intérêt pour tous les chercheurs en sciences humaines. Il représente un document capital pour la compréhension de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle canadien-français ; les analyses qu'il nous offre sur la vie politique et sociale de notre peuple sont, à plus d'un titre, encore valables à soixante-dix ans de distance.

« Pourquoi donc l'avenir de notre peuple reste-t-il encore un problème ? » (p. 15) — voilà la question à laquelle de Nevers veut répondre. Nul doute, selon lui, que la survivance du peuple canadien-français soit assurée. Mais pour que cette survivance ne soit pas tout simplement statique il faudrait, pense-t-il, que nos classes dirigeantes « aient une foi (patriotique) éclairée, qu'elles étudient, veillent et prévoient, afin d'indiquer la direction à suivre, l'écueil à éviter » (p. 19). Qu'en est-il au juste ?

De Nevers partage son essai en trois parties. À travers les phases successives de notre vie nationale, il cherche d'abord à montrer l'esprit et la mentalité qui ont inspiré les Canadiens français, les dangers qui les ont menacés. Puis, il essaie d'indiquer les moyens qui permettraient de conjurer ces dangers et d'assurer l'avenir. Enfin, il propose une vue prospective de notre place sur le continent américain.

Si de Nevers est plein d'enthousiasme pour la période qui va du début de la colonie à 1867, ses observations sont beaucoup plus sévères et pessimistes sur notre vie nationale des trente dernières années, c'est-à-dire de l'avènement de la Confédération à 1894. Pendant cette dernière période, le peuple canadien-français est devenu apathique parce que, sur le plan militaire comme sur le plan politique, « nous n'avons plus rien à réclamer, tout ce que nous demandions, nous l'avons obtenu » (p. 93). C'est alors, précise-t-il, que s'est développé dans notre province un phénomène nouveau : l'inflation de la politique. Ici, de Nevers devient violent. Il stigmatise avec force la « *speechomanie* et le cabotinage » (p. 98) qui marquent notre mentalité politique en des termes généralement valables encore aujourd'hui : « La lutte des partis est, pour un bon nombre, un simple sport, pour les autres c'est une spéculation. Et ce sport ridicule accapare toutes les forces vives de la nation et cette spéculation ruine notre province » (p. 94). Pour conjurer le mal, il propose un triple champ d'action : a) conserver et purifier la langue française ; b) développer nos ressources intellectuelles et nos ressources matérielles ; c) donner un nouvel essor à la colonisation.

De Nevers a des vues très justes sur la nécessité qu'il y a, pour le Canada français, de se donner des cadres d'enseignement supérieur dans tous les domaines de la science. Mais les pages qu'il écrit sur l'industrie et la colonisation nous paraissent discutables, ou pour le moins très ambiguës. En effet, il reprend à son compte le mot de Duvernay « Em-parons-nous du sol ! » pour en faire, semble-t-il, l'axe principal de sa réflexion sur l'avenir de ses compatriotes. Pour lui, les sciences et même l'industrie devront être au service de l'agriculture : « Tant que nous manquerons, dit-il, de physiciens, de chimistes, de naturalistes, de botanistes, nous ne réussirons pas à tirer parti de nos terres et à instaurer dans notre pays une agriculture perfectionnée. Aussi longtemps que nous manquerons d'hommes de science qui, d'après l'étude des conditions particulières de notre climat . . . pourront formuler des règles sur lesquelles se guideront nos agriculteurs, nous resterons fidèles à l'ancienne routine » (p. 215). Si l'industrie est nécessaire au développement économique d'une nation, « il n'est dans notre pays aucune industrie, si productive qu'elle soit, qui puisse se comparer au défrichement de la terre, ni pour la somme des richesses produites, ni pour l'équité de leur répartition » (p. 224). « L'avenir est sans contredit à l'agriculture ;

la richesse principale c'est la terre » (p. 226). Nous reconnaissons facilement dans ces propos l'idéologie ruraliste de la fin du siècle dernier et même des années 1930. Il est évident alors que de Nevers n'a pas saisi l'importance des bouleversements sociaux qu'en traînerait la naissance de l'ère industrielle.

Quant à notre avenir sur le continent américain, de Nevers opte pour le *statu quo* c'est-à-dire l'adhésion du Québec à la Confédération. « Nous ne sommes mûrs, écrit-il, ni pour l'indépendance, ni pour l'annexion aux États-Unis » (p. 254). S'il fallait choisir entre les deux, cependant, ses souhaits iraient dans le sens d'un rattachement à nos voisins du sud. Car, « l'indépendance de la province de Québec, dit-il, il serait ridicule d'y songer : ce serait l'établissement d'une république sur le modèle de celles de l'Amérique du Sud, ce serait lâcher la bride à toutes les convoitises, à toutes les ambitions, à toutes les vanités, établir d'une manière permanente le règne de la corruption, de la médiocrité et de l'intolérance » (p. 254). Rappelons que ces lignes ont été écrites en 1896.

Malgré ses limitations, l'ouvrage de de Nevers doit être lu. Ce texte parfois confus représente, répétons-le, un document capital, et ils sont rares, pour l'histoire sociale de la fin de notre XIX<sup>e</sup> siècle.

Jean-Paul MONTMINY, O. P.

*Département de sociologie et d'anthropologie,  
Université Laval.*

John PORTER, *The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965, xiv + 626 p.

Rendre compte de la complexité de la réalité canadienne est déjà un pari lorsqu'on se contente d'évoquer la multiplicité des groupes ethniques. La tâche est encore plus périlleuse lorsqu'on veut, comme John Porter, analyser cette mosaïque ethnique en trois dimensions, lorsqu'on veut saisir la stratification relative de ces divers groupes.

Œuvre sociographique très documentée, le livre de Porter dégonfle nombre de prénotions sinon de préjugés sur la société canadienne. La première partie du volume s'attache à démontrer les inégalités qui existent entre les individus et les groupes selon le revenu, l'éducation, l'occupation, les chances d'amélioration. La deuxième partie s'attarde à l'analyse de la caste oligarchique qui contrôle effectivement le pouvoir dans les structures sociales principales. Le tout conclut à l'inexistence effective de démocratie et même de processus de démocratisation.

Utilisant presque exclusivement des données du recensement, Porter, dans sa première partie, analyse les nombreuses inégalités socio-économiques qui forcent l'observateur à rejeter la notion de société homogène de niveau moyen. Par exemple, en 1955, 54 pour cent des familles avaient un revenu inférieur à \$4,000 (p. 132) ce qui ne leur permettait pas d'accéder au mythologique niveau de vie de la classe moyenne. Les mêmes inégalités existaient au point de vue fréquentation scolaire et au point de vue structure professionnelle. Il serait trop long de reprendre chacun des faits mentionnés. Sans aucun délayage, l'auteur consacre deux cents pages à cette analyse.

Faut-il conclure, comme Porter a tendance à le faire, que ces inégalités impliquent la présence au Canada de classes sociales qui nieraient l'image égalitaire ? À la différenciation objective, correspond-il une différenciation ou une homogénéité subjective, une conscience de classe ou une image égalitaire ? Il n'est pas question de chicaner l'auteur de ne pas avoir dépassé le niveau de la différenciation objective. C'est chez lui un choix délibéré et une contrainte de l'état de la sociologie canadienne. Les études subjectives restent à faire et vont exiger à la fois plus de sociologues et plus de moyens de recherche.

On peut lui reprocher cependant d'avoir gardé le concept de classe pour caractériser les phénomènes objectifs qu'il décrit. Sans doute spécifie-t-il qu'il s'agit de classes statisti-